



Lille, le 11 MARS 2010

Monsieur Gildas LE SAUX
Président de Virage Energie
Nord – Pas de Calais
23 rue Gosselet
59000 Lille

Avec Daniel PERCHERON et Pierre de SAINTIGNON

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre correspondance sollicitant les candidats aux élections régionales de mars 2010 sur dix chantiers « climat-énergie » prioritaires pour le Nord – Pas de Calais.

Comme vous le savez, depuis de nombreuses années, les régions se sont engagées de manière déterminée dans des politiques de développement durable. Les budgets consacrés à cette révolution écologique ont d'ailleurs doublé au cours des cinq dernières années permettant aux collectivités régionales, au-delà de la maîtrise de l'énergie, de mettre le cap sur les énergies renouvelables, de prendre l'initiative de lancer et de coordonner des initiatives territoriales contre le changement climatique...

Comme ailleurs en Europe, les régions montrent la voie face à un vieux modèle jacobin qui chez nous se veut incontournable et qui annonce son intention de réformer la décentralisation. Quelles seront nos marges demain, pour répondre à l'impératif écologique sans fiscalité, sans possibilité de levier sur des secteurs qui aujourd'hui sont concernés par la clause générale de compétence ?

Porteurs de valeurs de progrès social, de régulation publique, d'épanouissement de la citoyenneté, d'émancipation humaine, les socialistes abordent lucidement la nouvelle donne qui voit se conjuguer la crise sociale et la crise écologique. Pour autant, si la plupart de vos actions et engagements nous sont communs, notre programme, qui propose de multiplier par deux les espaces info-énergie, prévoyant une mise en réseau plus efficiente de ces outils mis à disposition du public, est assez réservé sur la constitution d'agences locales.

Le secteur du bâtiment, qui représente 18 % des émissions de gaz à effet de serre, n'a pas été oublié dans les actions prioritaires visant à maîtriser les besoins en énergie, développer l'efficacité énergétique, permettre l'utilisation d'énergies renouvelables. Nous mesurons bien, dans le contexte de crise et d'évolutions législatives actuel, que les processus nouveaux de construction, les questions de financement ou d'aménagement du territoire, les contraintes de formation, ... éclairent d'un jour nouveau les projets de construction.

Ce dont nous sommes sûrs, c'est que ce n'est pas l'addition de contraintes, d'actions spécifiques, d'efforts particuliers qui font une politique de développement durable mais bien une vision et une volonté globale et partagée.

Le dialogue confiant avec les autres partenaires constitue la condition de l'efficacité de cette politique.

Votre contribution nous est utile, elle enrichit nos réflexions et continuera, nous le savons, à orienter notre action.

Vous souhaitant bonne réception et vous remerciant de votre confiance,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Daniel PERCHERON